

Des voix: Oh, oh!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): C'est exactement ce qu'ils veulent. Ils veulent la confrontation entre leur parti et le gouvernement du Canada. Ils veulent être reconnus comme la force révolutionnaire dont le gouvernement du Canada doit tenir compte, qui force le gouvernement à mobiliser toutes ses ressources pour lui déclarer la guerre. Ils veulent que le gouvernement et les Canadiens se considèrent maintenant engagés dans une guerre civile contre le FLQ. C'est exactement ce qu'ils veulent. Le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré, avec raison, ce matin, que ces actes entrent dans le cadre normal de projets révolutionnaires.

Que voit-on si l'on regarde ce qui se passe dans d'autres pays? Les mouvements révolutionnaires commencent par s'unir aux défavorisés sociaux et par épouser leur cause. Puis viennent les actes de violence et le sabotage, qui entraînent la répression policière. Cela provoque des manifestations, peut-être des grèves et l'intensification de la répression policière, jusqu'à ce que, petit à petit, toute liberté et toute démocratie soient mises à l'écart, et que deux camps armés s'opposent. Ainsi se polarise la confrontation que les mouvements révolutionnaires du monde cherchent à susciter.

Le gouvernement est bien tombé dans le piège. Il a fait précisément ce qu'espérait le FLQ. Dans tout le pays, les étudiants, les travailleurs et les groupes aliénés s'entendent dire: «Voyez ce qui arrive quand nous combattons pour vous. Le gouvernement applique sans retard des mesures de répression.»

Des voix: Oh, oh!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Je rappelle au gouvernement qu'on ne peut protéger la liberté démocratique en la restreignant, en la limitant ou en la détruisant.

Deux tâches attendent le gouvernement. Je comprends parfaitement qu'il veuille empêcher les désordres civils et toute tentative de sabotage, mais, avant de réussir, il doit faire deux choses. Premièrement, il doit recourir au processus démocratique en cherchant à mettre fin au sabotage, aux enlèvements et aux actes de violence. Il doit agir dans le cadre du régime démocratique. Si nous disons au peuple que nous apprécions la démocratie et qu'elle est l'instrument de l'évolution sociale, nous devons user de pratiques démocratiques et non pas, de notre côté, recourir précisément au genre de violence que nous condamnons d'autre part.

L'hon. M. Sharp: Ne la condamnez-vous pas?

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Deuxièmement, des mesures rigoureuses en elles-mêmes, et j'admets qu'il faut en prendre par le processus démocratique, ne guériront pas le mal. Nous devons remonter à la racine du mal. Un mouvement révolutionnaire repose sur une base quelconque. Sur quoi repose le FLQ? Sur les gens désavantagés et malheureux de la province de Québec.

Des voix: Quelle honte!

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): D'où lui vient l'appui?

Des voix: Quelle honte!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député voudrait-il reprendre son siège? Je veux simplement faciliter les choses. Actuellement, on devrait permettre au député qui a la parole de faire son discours.

• (12.10 p.m.)

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Merci, monsieur l'Orateur. J'ose croire que nous avons encore le droit d'exprimer nos opinions dans un Parlement libre malgré la proclamation de la loi sur les mesures de guerre.

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Je dis au gouvernement qu'aucun mouvement révolutionnaire ne peut devenir une menace sans l'appui de groupes désavantagés et aliénés. En voici quelques-uns. Les employés de LaPalme qui ont cruellement et honteusement été mis à la porte par un gouvernement insensible, sans aucune considération du sort qui attendait ces hommes...

Des voix: Oh!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Les chômeurs dont un grand nombre sont sans travail depuis longtemps et qui supplient le gouvernement d'agir, sans que rien ne bouge; les gens qui vivent dans des taudis, dans des conditions épouvantables.

Le très hon. M. Trudeau: Cela n'excuse pas la violence.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le premier ministre dit que cela n'excuse pas les attaques à la bombe. Bien sûr que non. Je ferai cependant remarquer au premier ministre que le meilleur moyen d'empêcher les gens de recourir à la violence, c'est de faire disparaître les causes profondes de leur mécontentement ulcéré à l'endroit du processus démocratique.

Le très hon. M. Trudeau: Et de laisser le Québec se séparer? C'est cela qu'ils veulent.

M. Howard (Skeena): Ce n'est pas le cas, et vous le savez.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le gouvernement actuel devrait savoir que l'action policière seule n'empêchera pas le mécontentement, ne fera pas disparaître le sentiment d'injustice ressenti par certaines gens. Des mesures efficaces doivent s'ajouter à une ferme application de la loi. Ce serait une grave erreur pour le gouvernement de penser que le simple recours à de plus grandes mesures répressives suffira pour régler le problème du FLQ. Celui-ci subsistera tant que nous ne nous serons pas attaqués aux causes du mécontentement et du sentiment de frustration des cinq ou six millions de Canadiens qui estiment que notre pays n'agit pas loyalement envers eux.

A mon avis, en prenant la mesure annoncée aujourd'hui, le gouvernement a cédé à la panique. Étant donné